

**DECLARATION DU MINISTRE DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE  
L'ENVIRONNEMENT DU BURUNDI A L'OCCASION  
DE LA QUATRIEME SESSION DE LA CONFERENCE  
DES PARTIES A LA CONVENTION CADRE SUR LES  
CHANGEMENTS CLIMATIQUES.-**

**Excellence Monsieur le Président,  
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Directeur Exécutif du Programme des Nations Unies  
pour l'Environnement,  
Distingués Délégués,  
Mesdames, Messieurs .**

**C'est pour moi un grand plaisir et un agréable honneur de  
m'adresser à cette auguste assemblée à l'occasion de cette  
quatrième session de la conférence des Parties à la convention  
cadre sur les changements climatiques.**

**Mais auparavant, permettez-moi, au nom du Gouvernement  
du Burundi et en mon nom propre, d'adresser mes très vifs  
remerciements au Gouvernement et au peuple Argentins ainsi  
qu'au secrétariat de la convention pour la préparation et  
l'organisation conjointes de la présente conférence et pour  
l'accueil fraternel et chaleureux réservé à notre endroit. Nous  
sommes persuadés que ce climat de travail et la détermination des  
participants permettront aux parties d'aboutir à de bons  
résultats.**

**Lorsque nous avons conclu à Rio de Janerio cette  
convention, Monsieur le Président, nous savions que nous  
fondions un cadre pour des rapports nouveaux entre l'homme et  
son environnement.**

La communauté Internationale a donc été dans l'obligation de mettre en place cet instrument cadre qui, à chaque étape, oblige les différents pays à assumer leurs responsabilités devant l'histoire de l'humanité, et les contraint à des choix d'autant plus complexes qu'ils doivent concilier la science, l'éthique et l'économie.

A ce propos, le BURUNDI voudrait, à Buenos Aires, réaffirmer son attachement aux mesures de lutte contre les malheureux changements climatiques qui font l'esprit de la convention à laquelle le BURUNDI a déjà adhéré.

Si la responsabilité des Etats face aux changements climatiques est inégale du fait de la disparité de leurs niveaux de développement industriel et d'autres destructions de la nature, leur devoir commun commandé à chaque Etat d'agir localement en pensant globalement.

La communauté internationale y compris le Burundi se sent donc interpellé pour mener une campagne de lutte contre les perturbations climatiques.

En effet, jusqu'aujourd'hui les phénomènes EL-NINO et LA-NINA frappent plus de la moitié de la planète causant par ici des inondations et par là des sécheresses dévastatrices . Le Burundi n'a pas été épargné, l'agriculture dans les marais et bas fonds n'a pas été possible au cours de l'année 1997-1998.

Pour faire face à ces situations, le Burundi participe activement aux programmes de surveillance du temps et échange ses informations avec les autres régions par le circuit établi par l'organisation Météorologique Mondiale.

Nous devons cependant noter que les pays en développement ne disposent pas suffisamment de moyens pour mettre en œuvre la convention.

Certes, il y a beaucoup d'initiatives et d'usages pris par les pays en voie de développement, y compris en Afrique, qui font avancer les priorités nationales en matière de développement tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Les différentes perspectives offertes par le débat sur les changements climatiques donnent l'opportunité aux pays africains de revoir leurs stratégies de développement à partir d'un nouveau point de vue, prenant en compte les changements climatiques globaux, et avec une urgence renouvelée.

Excellence Monsieur le Président,  
Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Directeur Exécutif du PNUE,  
Distingués Délégués,  
Mesdames, Messieurs.

Bien que l'Afrique ne contribue que très peu aux émissions globales des gaz à effet de serre, les pays africains ont pris au sérieux la question des changements climatiques et contribuent aux efforts globaux pour réduire les émissions anthropogéniques de gaz à effet de serre. Actuellement, plus de 85% des pays africains ont ratifié la convention.

La majorité ont mis en place un mécanisme institutionnel pour coordonner les activités en matière de changements climatiques et beaucoup ont démarré des activités habilitantes pour faciliter la réalisation de leurs obligations au titre de la convention.

Quoique les changements climatiques soient un domaine relativement nouveau d'exploration scientifique, une information technologique complète et des réseaux d'information sûrs et précis devraient assurer aux parties prenantes dans ce domaine d'être à jour sur toutes les matières concernant les sciences (politiques, naturelles, sociales) et les technologies liées à la problématique des changements climatiques.

De même, des relations de collaboration entre institutions intervenant en matière de changements climatiques, tant Nord-Sud que Sud-Sud, doivent être encouragées et renforcées .

Ceci aidera à fournir l'information adéquate et l'échange d'idées, à augmenter l'ensemble des connaissances en matière de changements climatiques, et à fournir une base pour une participation mieux éclairée des délégués africains au processus de la convention et de ceux qui servent de support au processus de négociation dans les pays africains.

Par ailleurs, l'environnement étant en tout, il importe de souligner les interrelations entre les différentes conventions internationales relatives à l'environnement. Si toutes les nations pouvaient concourir à la mise en œuvre des conventions relatives à la Diversité Biologique et à la protection de la couche d'ozone, nulle doute qu'il sera plus facile d'assurer à notre planète un équilibre climatique. C'est pour cela que nous lançons un appel au Programme des Nations Unies pour l'Environnement, aux mécanismes de financements et à tous les donateurs, de s'assurer que toutes les conventions sorties de Rio sont mise en application.

En somme, même si des initiatives isolées sont menées dans différentes nations, la convention-cadre sur les changements climatiques exigent une solidarité internationale et régionale. C'est pour cela que des mesures régionales devraient être encouragées. En effet, cette convention nous oblige à fonder une philosophie nouvelle pour le siècle prochain, conciliant l'environnement, la science et le développement.

Avant de clôre mon propos, je voudrais me joindre aux autres nations pour exprimer mes sentiments de soutien aux peuples d'Amérique centrale et ceux des régions du sud des Etats Unis qui souffrent énormément suite aux perturbations climatiques.

Enfin, nous réitérons notre gratitude au gouvernement argentin et à tous les organisateurs de cette conférence à laquelle nous souhaitons pleins succès.

Vive le programme des Nations Unies pour l'Environnement.  
Vive la coopération internationale.

Je vous remercie.-